

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE

UN LIBRARY

FEB 14 1977



COLLECTION

Distr.
GENERALE
T/PET.10/106
8 février 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION EMANANT DE M. SUSUMU AIZAWA, PRESIDENT DE LA CONFERENCE DES
MAGISTRATS, DISTRICT DE TRUK, CAROLINES ORIENTALES, CONCERNANT LE
TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

(Distribuée conformément au paragraphe 1 de l'article 85
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

DISTRICT DE TRUK, CAROLINES ORIENTALES, 96942
TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Le 1er mars 1976 1/

Les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies
Nations Unies
New York, N.Y.

Les membres du Sénat des Etats-Unis
Washington, D.C.

Les membres de la Chambre des représentants des Etats-Unis
Washington, D.C.

Monsieur le président Gerald Ford
Maison Blanche, Washington, D.C.

Monsieur le premier ministre Takeo Miki
Tokyo (Japon)

Messieurs,

Nous, les pétitionnaires soussignés 2/, sommes citoyens du Territoire sous
tutelle des Iles du Pacifique. Nous sommes résidents du district de Truk, Carolines
orientales. Nous avons le sentiment profond que les souffrances que nous avons

1/ Cette communication a été reçue par le Secrétariat le 24 août 1976.

2/ Une annexe contenant une liste de 2 071 signatures a été classée dans les
dossiers du Secrétariat et est à la disposition des membres du Conseil qui voudront
la consulter.

endurées pendant la deuxième guerre mondiale n'ont pas été suffisamment compensées par les 10 millions de dollars des Etats-Unis qui nous ont été versés à titre gracieux par les Gouvernements des Etats-Unis et du Japon. Nous faisons en outre objection à la manière dont la Commission micronésienne des réparations s'est prononcée sur nos revendications sans tenir dûment compte de la culture micronésienne et des lois du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Le fait que 16 p. 100 seulement de l'indemnité allouée aient été accordés est extrêmement inquiétant; de plus, on nous a demandé de signer, avant de recevoir ces 16 p. 100, une décharge relevant les Gouvernements du Japon et des Etats-Unis de toute obligation ultérieure à l'égard du demandeur, de ses successeurs, de ses ayants droit ou de tout autre membre de son clan ou de sa lignée, qui a ou qui pourrait avoir des droits à faire valoir par l'intermédiaire du demandeur ou des demandeurs. Nous nous sommes adressés à nouveau à la Commission micronésienne des réparations à laquelle nous reprochons de ne pas dédommager les particuliers pour la crainte constante, la famine et les déplacements qu'ils ont dû subir, ainsi que pour les offenses impardonnables et les nombreux affronts qui leur ont été infligés, en particulier par les soldats japonais. Le Japon devrait nous dédommager pour toutes ces souffrances. Même si notre district n'a pas été le théâtre d'une grande bataille, sa population a subi les bombardements des avions de guerre des Etats-Unis qui ont tué des centaines d'habitants de Truk et des îles micronésiennes.

Il nous est extrêmement pénible de rappeler les souffrances terribles que nous avons dû endurer par suite des hostilités entre les deux gouvernements, celui des Etats-Unis et celui du Japon mais, en tant que pétitionnaires, nous estimons qu'il est important de vous mettre au courant et de faire publier les faits dans vos journaux. La population de Truk a été réduite en esclavage par les forces d'occupation japonaises. Les forces japonaises ont expulsé de force les hommes de leurs foyers, ont occupé les maisons, s'en sont servi, puis les ont détruites. Lorsque les soldats japonais quittaient une maison, ils la détruisaient ou ils la déplaçaient à un autre endroit. Les maris étaient battus et chassés et les soldats japonais s'appropriaient leurs femmes. Nos terres nous ont été arrachées, sans notre consentement et sans compensation. On nous a défendu de récolter les fruits sur les arbres car ceux-ci étaient devenus la propriété des forces japonaises. Beaucoup d'entre nous ont été battus et torturés à mort par les Japonais pour n'avoir pas voulu abandonner les récoltes à leur armée. Le travail forcé était chose commune. Par exemple, on nous ordonnait de transporter de la terre dans de grandes brouettes appelées "taros", poussées par deux hommes. Chaque équipe de deux devait transporter le même nombre de chargements, indépendamment de la force ou de la faiblesse de chacun. Si la tâche assignée n'était pas achevée au cours de la journée de travail, on nous faisait travailler tard le soir jusqu'à ce qu'elle soit terminée. Si l'un de nous s'effondrait et ne pouvait pas continuer, il était battu; sous nos yeux on le faisait s'agenouiller et il devait rester les deux bras en l'air, une grosse pierre dans chaque main. S'il laissait tomber les pierres ou ne pouvait plus tenir les bras en l'air, il était battu de verges par le contremaître japonais. De nombreuses personnes de faible constitution, qui n'ont pas pu supporter ce traitement, sont mortes à la suite des peines ainsi infligées.

Beaucoup d'entre nous se rappellent avoir essayé d'échapper par la fuite à ces horribles traitements. Nous avons parcouru à la nage, accrochés parfois à un morceau de bois, les nombreux kilomètres qui nous séparaient de nos îles natales. Certains ont été rattrapés par les Japonais et tout ce que nous savons c'est qu'ils ont été battus à mort par ces derniers. Beaucoup d'entre nous ont vécu ces souffrances, beaucoup ont été témoins de ces flagellations. Une autre peine consistait à nous suspendre à un arbre à l'aide de cordes dont on nous avait d'abord lié les poignets et les chevilles derrière le dos. Dans cette position nous étions battus par notre contremaître japonais et par les soldats. Les soldats japonais versaient également de l'eau bouillante dans nos oreilles et nos narines. Après nous avoir battus on nous laissait suspendus aux arbres, et les soldats japonais allaient alors dans les villages, rassemblaient les habitants et les amenaient à l'endroit où avaient lieu les tortures. Un soldat japonais avertissait la foule que si d'autres habitants de Truk s'enfuyaient ils recevraient le même traitement. Parmi ceux qui ont été sévèrement battus, beaucoup ont subi des fractures et n'ont pas survécu. Dans certains cas, des personnes sont mortes pendant qu'elles étaient suspendues aux arbres.

Les incidents décrits plus haut donnent une idée des souffrances, des atrocités et des outrages que nous avons dû subir nous, les Micronésiens, au cours des hostilités entre les deux nations.

Nous représentons, en tant que groupe, une tierce partie innocente. Nous devrions être indemnisés à 100 p. 100 des dommages qui nous ont été causés par ces décès et ces blessures. Il faut aussi tenir compte des biens que nous avons perdus, de la crainte constante dans laquelle nous avons vécu et de la famine que nous avons dû supporter.

La petite nation que nous sommes se tourne vers l'Organisation des Nations Unies car l'Organisation des Nations Unies est l'espoir des petites nations telles que la Micronésie.

La nation faible et pauvre que nous sommes se tourne vers les Etats-Unis car les Etats-Unis sont l'espoir des peuples opprimés, faibles et pauvres du monde entier.

Respectueusement,

Le Président de la Conférence des
magistrats du district de Truk,

(Signé) Susumu AIZAWA
